**WALLOT, Jean-Pierre, *Un Québec qui bougeait — Trame socio-politique du Québec au tournant du XIXe siècle*.
Collection 17/60, Les Éditions du Boréal Express, 1973. 345 p.
\$9.50.**

Jean-Paul Bernard

Volume 29, numéro 3, décembre 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303474ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303474ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernard, J.-P. (1975). Compte rendu de [WALLOT, Jean-Pierre, *Un Québec qui bougeait — Trame socio-politique du Québec au tournant du XIXe siècle*. Collection 17/60, Les Éditions du Boréal Express, 1973. 345 p. \$9.50.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29(3), 443–444.
<https://doi.org/10.7202/303474ar>

WALLOT, Jean-Pierre, *Un Québec qui bougeait — Trame socio-politique du Québec au tournant du XIX^e siècle*. (Collection 17/60), Les Éditions du Boréal Express, 1973, 345 pages, \$9.50.

Je dois avouer que le titre de ce livre, composé d'une série d'essais, communications et articles de revues, ne me plaît pas beaucoup au premier abord. «Bouger» ne me semble pas impliquer de soi une direction, un sens positif. Je consulte le *Petit Robert* qui dit que dans le domaine politique bouger signifie «agir pour protester» et le dictionnaire invite à aller voir «se soulever». Je ne suis pas tellement plus avancé. De fait un bulletin de l'éditeur justifie ainsi l'emploi de l'expression: «À la thèse traditionnelle d'un Québec statique, conservateur et replié sur lui-même, Jean-Pierre Wallot oppose celle d'un Québec qui bougeait, secoué qu'il était par une série de révolutions économiques, sociales, politiques et idéologiques qui ébranlaient d'ailleurs tout le monde atlantique à l'époque.» Il faudrait donc comprendre que le Québec du tournant du 19^e siècle était progressiste et surtout que l'intention de l'auteur est de montrer qu'il était plus progressiste qu'on ne l'a dit.

Dès l'introduction Wallot écrit que «nos ancêtres, malgré leurs idéologies et leurs mœurs peut-être différentes, étaient des hommes attachants, incomparablement plus réels et dignes d'affection que ces personnages de papier mâché qui hantent notre mythologie historique» (p. 31). Plus loin il est question de faire «éclater, une fois pour toutes, le mythe d'une société barricadée, coupée de l'extérieur» (p. 35) et du «mythe d'un Canada français depuis toujours couvé et régenté par un clergé catholique riche, omniprésent et tout-puissant» (p. 183). Mais Wallot lui-même, prudent et honnête, souligne qu'il existe un autre piège, celui «d'introniser un mythe inverse, celui d'un Canada français révolutionnaire» (p. 253).

Bon. Le livre a une intention polémique. Cette intention est nettement déclarée. Pourquoi pas? Mais je voudrais souligner à quel point le thème, ou la thèse mise de l'avant par Wallot est liée au néo-nationalisme et à la problématique du retard. Renouer avec «nos ancêtres attachants» et progressistes, c'est trouver un fondement à un programme actuel d'affirmation nationale et de modernisation. On comprendra que la limite de cette problématique c'est de définir l'idéal comme déjà existant, déjà réalisé dans les nations les plus avancées du «monde atlantique»... À cela Jean-Pierre Wallot répondrait sans doute que c'est un premier pas, une étape et nous pourrions en discuter longuement...

Mais venons-en à l'œuvre elle-même. Un livre de 345 pages, caractères fins, avec un index commode et, au total, près de 1,200 notes et références. Dans le cas de Jean-Pierre Wallot ces notes et références comprennent des renvois à des sources documentaires et à l'historiographie canadienne, européenne et américaine; des propos de méthode, des critiques et des commentaires additionnels. C'est une des grandes qualités de Wallot de rendre compte de son information, de reconnaître ses dettes, de bien définir sa position par rapport à «l'histoire constituée». Dans ce sens on n'est pas prisonnier de conclusions dont on ne voit pas le fondement et Wallot est un guide qui respecte le jugement du lecteur. Façon de dire que Wallot, dont les positions sont fermes, quoique nuancées, écrit des textes qui sont aussi loin de l'insignifiance (la pure information) que du dogmatisme des postulats inconsidérés et des affirmations gratuites. Il y a là un exemple de la pratique du métier d'historien à son meilleur.

Il n'est pas question de prendre un à un les neuf articles réunis ici par l'auteur. Je ne voudrais faire ressortir qu'un aspect général qui se dégage si on les place dans l'ordre chronologique de leur première parution. De 1957, année où a été terminée la recherche qui a conduit à l'article publié en 1960-61 sur «La querelle des prisons dans le Bas-Canada (1805-1807)» à 1973, année de la publication de «Le Canada et la révolution atlantique» (*Annales historiques de la Révolution française*), on peut retracer l'évolution de l'auteur. Trois moments semblent se dessiner nettement. Dans «La querelle des prisons», dans «Sewell et son projet d'asservir le clergé canadien (1801)» et dans «Une émeute à Lachine contre la «conscription» (1812)», textes parus avant 1965, les sujets sont très ponctuels et l'approche presque exclusivement centrée sur la question nationale. Deux articles de 1966 et 1967 marquent une rupture: «L'histoire, les sciences sociales et le Bas-Canada (1791-1828)» et «La crise sous Craig (1807-1811): nature des conflits et historiographie». Viennent ensuite quatre études qui ont le mérite à la fois d'élargir la problématique et de situer les sujets dans des lignes générales d'évolution: «Le régime seigneurial et son abolition au Canada» (1968), «La pensée révolutionnaire et réformiste dans le Bas-Canada (1773-1815)» (1969), «La religion catholique et les Canadiens au début du XIX^e siècle» (1970-71) et «Le Canada et la révolution atlantique: une problématique» (1973). Faut-il souligner qu'il est tout à l'honneur de Wallot d'être un historien en évolution et en progrès? Et faut-il citer le tout dernier paragraphe de *Un Québec qui bougeait* où Wallot écrit qu'il faudra procéder à «une étude systématique des rapports de production», à «une analyse plus fine des classes sociales» et de «l'articulation des conflits ethniques et sociaux»...?

Disons, en terminant, que ce livre important est à lire. Les nationalistes et les antinationalistes, les marxistes et les antimarxistes y trouveront leur profit. Les uns et les autres pourront y voir, comme il est dit plus haut, un bon exemple de la pratique du métier d'historien.

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

JEAN-PAUL BERNARD